

CONFERENCE DE PRESSE DU PRESIDENT JEAN PING
Libreville, le 6 avril 2016
PROPOS LIMINAIRE

Mesdames et Messieurs de la presse nationale et internationale,

Avant de commencer cette conférence de presse à proprement parler, je tiens tout d'abord à vous remercier d'avoir répondu favorablement et nombreux à mon appel.

Mesdames et Messieurs de la presse nationale et internationale,

En cette période très délicate que traverse notre pays, le rôle des journalistes est crucial. Vous êtes l'un des thermomètres de la démocratie.

Par exemple, lorsque le ministère de la communication s'attaque à vous en ne sélectionnant que 10 journaux pour leur répartir une subvention qui devrait revenir à tous les journaux privés comme *indiqué* dans la loi, c'est que la liberté de la presse et la démocratie vont mal.

Lorsque parmi les 10 journaux triés sur le volet, l'un d'entre eux n'est pas privé mais public et perçoit, de surcroît, la plus grosse part, c'est que la liberté de la presse et la démocratie vont mal dans notre pays.

Lorsqu'un seul journal privé, parce que quotidien pro-gouvernemental, en plus des 100 millions de fca de subvention qu'il recueille, monopolise toutes les annonces publicitaires publiques et privées tandis que les autres en sont sevrés et ne peuvent finalement subvenir à leurs charges, c'est que la liberté de la presse et la démocratie vont très mal au Gabon.

Quand une télévision, comme Télé Africa, dont on connaît les filiations politiques se permet de diffuser un montage vidéo mensonger, grossier et *nauséabond*, m'assimilant à un génocidaire rwandais, c'est que la liberté de la presse et la démocratie sont vraiment en danger dans notre pays.

Quand le **Conseil National de la Communication** laisse diffuser et rediffuser ce type de production dont l'objectif vise à répandre la peur et l'horreur, c'est que la liberté de la presse et la démocratie vont *très très* mal au Gabon.

Elles vont si mal que je vous invite à rejoindre, pendant qu'il est encore temps, le camp de la responsabilité, le camp de la liberté, du progrès, du changement et de l'alternance car, la restauration de vos droits, de nos droits à tous, dépendra aussi de votre engagement individuel et collectif, au quotidien, dans le combat que nous menons ensemble contre la dictature et la confiscation de la liberté et des droits fondamentaux de la personne humaine. Et vous n'avez pas le choix, hélas !

Permettez-moi, pour mémoire, de vous citer ces célèbres phrases du pasteur et théologien allemand, Martin Niemöller qui disait ceci :

« Quand ils sont venus chercher les communistes, Je n'ai rien dit, Je n'étais pas communiste.

Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, Je n'ai rien dit, Je n'étais pas syndicaliste.

Quand ils sont venus chercher les juifs, Je n'ai pas protesté, Je n'étais pas juif.

Quand ils sont venus chercher les catholiques, Je n'ai pas protesté, Je n'étais pas catholique.

Puis ils sont venus me chercher, Et il ne restait personne pour protester.»

Comprenez qui pourra !

Sous d'autres cieux, certains de vos confrères, aussi peu responsables que ceux de Télé Africa, n'ont pas toujours su qu'à partir de simples émissions, ils craquaient les étincelles qui ont incendié des pays entiers et emporté de nombreuses vies humaines. Vous comprenez bien ce que je veux dire.

C'est pourquoi votre travail, et je le dis sans aucune intention de vous faire la leçon sur votre métier, devrait s'inscrire toujours plus dans la droite ligne de la nécessité et de l'obligation morale de prémunir les Gabonais de la contamination de la haine entre eux et de les préserver de toute velléité de destruction de l'unité nationale si fragile par les temps qui courent.

Mesdames, Messieurs, chers amis,

J'ai justement décidé de tenir cette conférence de presse car un certain nombre de graves dérives haineuses et dangereusement va-t-en-guerre sont en train d'être volontairement commanditées par le pouvoir et disséminées par quelques médias et par des individus sans scrupules et instrumentalisés par ce même pouvoir.

Des agissements condamnables dont il est seul responsable et qui, manifestement, ont pour objectif de justifier, aux yeux de l'opinion nationale et internationale, la militarisation toujours plus intensive de l'ensemble du pays pour, soi-disant, endiguer les fléaux de la haine et de la guerre civile au Gabon dont Jean PING serait l'instigateur ; ce Jean Ping que le pouvoir ambitionne d'éliminer par tous les moyens avant la présidentielle. Et cela ne fait que commencer.

Cette militarisation active du pays prendra certainement pour prétexte commode la sécurisation du territoire et permettra par la même occasion de disposer dans le pays des instruments utiles au passage en force qui, manifestement, se prépare pour la prochaine présidentielle. Nous le savons. Nous savons par où ils veulent passer, mais nous ne nous laisserons pas faire.

Ce pouvoir, déjà très impopulaire, et qui voit ses propres rangs endurer de véritables hémorragies internes et externes, se dégarnit à grande vitesse, n'a plus aujourd'hui que le mensonge et la force brutale comme moyen de subsister.

A propos de ces hémorragies que les chantres du pouvoir émergent qualifient de non-événements, je veux saluer ici les honorables députés Alexandre Barro Chambrier, Michel Menga et Jonathan Ignoumba qui ont ouvert la voie suivis par les neuf autres députés. Je veux saluer aussi le geste courageux du président Guy Nzouba Ndama qui, à travers sa démission du

perchoir de l'Assemblée Nationale, vient démontrer à ceux qui en doutaient encore la gravité de la crise multiforme qui secoue notre pays. Car, dans une République normale, la démission d'un président d'une institution comme celle-là est loin d'un acte banal.

Je salue tout aussi sa détermination affichée hier lors de sa déclaration, à travers le réquisitoire de ce pouvoir dont il faut désormais siffler la fin de la récréation.

Je voudrais interpeller ici avec gravité la conscience de tous : Nous sommes, au Gabon, en présence d'un type de fascisation.

Le fascisme est un système politique autoritaire qui s'oppose frontalement à la démocratie parlementaire et au libéralisme garant des droits individuels.

Le fascisme nie l'individu et la démocratie au nom d'un chef providentiel, et use systématiquement de la violence d'État (forces de sécurité, justice aux ordres, milices, etc...) contre les opposants qui sont considérés comme des ennemis intérieurs à abattre.

Qui peut objectivement et sérieusement nier aujourd'hui que nous ne vivons pas cette situation au Gabon ?

Et les exemples pour l'illustrer sont nombreux et non exhaustifs :

- Les émeutes de Port-Gentil ont fait plusieurs dizaines de morts en 2009, les Port-Gentillais avaient tout simplement osé refuser la confiscation de leur vote.
- Le 25 janvier 2011, André Mba Obame, dans un discours diffusé sur sa chaîne de télévision privée TV+, revendique, à juste titre, la victoire à l'élection de 2009 et se proclame président de la République, prête serment à la Constitution et forme son gouvernement alternatif. Le pouvoir illégitime d'Ali Bongo le poursuit pour « *crime de haute trahison* », c'est le tristement célèbre épisode du PNUD ; et l'Union Nationale est arbitrairement dissoute.
- Le 15 août 2012, des dizaines de blessés et, au moins, trois morts, à l'occasion du meeting convoqué par Mba Obame, ont été enregistrés.
- Le 13 novembre 2014, la marche vers le tribunal pour entamer tous ensemble la procédure de destitution d'Ali Bongo en raison de son faux acte de naissance, est réprimée par la police et la gendarmerie. Il y a de nombreux blessés, des brûlés et des emprisonnés. Et à ce propos, je tiens à réaffirmer haut et fort, sans pour autant faire preuve de naïveté, que cette lutte commune engagée en 2014 continue.
- Le 20 décembre 2014, à Libreville, une manifestation pacifique de l'opposition gabonaise, arbitrairement interdite, fait l'objet d'une répression particulièrement sauvage, entraînant la mort de Bruno Mboulou Beka, ainsi que l'interpellation brutale et l'emprisonnement d'une centaine d'autres manifestants.

- Le 12 janvier 2015, plus de 300 jeunes attaquent violemment et caillassent mon domicile, tôt le matin, à Libreville. Je me trouvais chez moi, au moment de l'attaque.
- 3 jours après seulement, du statut d'agressé et de victime je passais, sous l'instigation du procureur de la République, à celui d'accusé et d' « ennemi de la République » contre qui, pour reprendre les mots du chef du Parquet : « L'ensemble des institutions de la République doit être uni ». Rien que ça !
- Le 18 avril 2015, trois jours après le retour de la dépouille d'André Mba Obame, la force armée réprime dans le sang les très nombreux Gabonais venus l'accompagner à l'aéroport Léon Mba. Conséquences : des blessés et gazés en très grand nombre.
- En avril 2015, le pouvoir de Mr Ali Bongo instrumentalise la justice à l'avantage d'Opiangah contre moi et me voilà condamné à payer à ce Monsieur la somme astronomique de plus de 600 Millions de FCFA, jurisprudence inédite dans l'histoire de la Justice tout court et depuis lors, tous mes comptes bancaires sont bloqués;
- Le 2 mars 2016, à mon retour de Paris, les forces de sécurité ont reçu mission de réprimer, encore dans la brutalité et le sang, les Gabonais venus m'accueillir pacifiquement à ma descente d'avion, alors que Monsieur Ali Bongo, pourtant déclaré candidat comme moi bénéficiait la veille d'un accueil organisé par ses sbires et encadré par les mêmes forces de sécurité sensées être au service de tous ; c'est l'égalité de chances à la mode du pays !
- Tout au long de ma tournée dans le Haut-Ogooué, « la province dite interdite », des bandes de voyous mandatés ont usé de provocations et de sabotages pour tenter d'endeuiller mon séjour et d'empêcher le bon déroulement de ma rencontre avec les Gabonaises et les Gabonais qui résident dans cette province tout aussi gabonaise ; c'est l'unité nationale et la paix à la sauce de l'émergence à la gabonaise.
- Que dire des crimes dits rituels qui ont émaillé le septennat d'Ali Bongo et qui ébranlent, non seulement les Gabonais dans leur ensemble, mais aussi et surtout la communauté internationale. Le pouvoir n'échappera pas au jugement de l'histoire face à ces pratiques sauvages.
- Aujourd'hui, c'est ce même pouvoir qui répand l'information selon laquelle le pays serait confronté à la montée en force de propos incitant à la haine, à la violence interethnique,

ainsi qu'à la guerre. Et les médias d'Ali Bongo ont évidemment désigné l'instigateur de tout ça : Jean PING.

C'est cela le Gabon de Mr Ali Bongo. Le pyromane qui crie au feu pour mieux préparer son passage en force.

Mesdames, Messieurs, chers amis,

En fait, Ali Bongo n'a plus d'offre politique, ou plutôt si, il a avec lui l'offre de la répression, de la violence et de la vengeance contre les opposants qui ont osé humilier le prince héritier ; puisque selon ce qu'il aurait répondu à un de ses visiteurs prestigieux qui lui conseillait le dialogue inclusif, je le cite, « à humiliation publique, excuses publiques », du jamais entendu dans les verbatim des chefs d'Etat.

Voilà la haute conception qu'Ali Bongo a de l'institution qu'il est censé incarner !

Et, pour déployer son offre politique à lui et pour la systématiser aux quatre coins du Gabon, il a besoin de « légitimer » la répression et la violence à l'échelle nationale et internationale.

Pour y parvenir aujourd'hui, il brandit la menace croissante de la haine et d'une guerre civile dans le pays avec, à la clef, Jean PING désigné comme bouc émissaire. C'est dans cette logique que se situe la production de l'émission « Edition Spéciale » diffusée par Télé Africa dont on connaît les propriétaires, les Bongo, qui vient tout simplement de trahir ce plan machiavélique du pouvoir d'Ali Bongo.

Ce pouvoir qui ne sait plus où donner de la tête, veut accréditer, surtout à l'internationale, la thèse selon laquelle Jean PING serait en train de préparer une rwandisation du Gabon. Le grossier montage vidéo diffusé et rediffusé sur cette chaîne a été réalisé à cet effet.

Le Front de l'opposition pour l'Alternance présidé par Philibert Andzembe a, dans son communiqué du 26 mars 2016, condamné cette sordide manœuvre.

Certains journaux, comme « Le Mbandja », « Le Temps », « Nku'u » et d'autres ont commencé à la dénoncer avec force, interpellant tout à la fois et le pouvoir et son **Conseil National de la Communication** « *plus prompt à frapper les médias privés qui affichent leur indépendance vis-à-vis du pouvoir* ».

D'autres, comme RTN et d'autres télévisions, ont refusé de diffuser ce grossier montage-vidéo qui leur a été aussi proposé.

Je les en félicite tous.

Mais, il faut bien avoir à l'esprit que ce n'est pas uniquement Jean PING, le FRONT, ou la Convention Citoyenne pour l'Alternance et le Changement qui sont visés par ces manœuvres d'un autre temps.

Ce qui est surtout visé ici c'est le processus démocratique et d'alternance politique en cours, dans son ensemble, c'est ce processus en cours qui est la cible du pouvoir, lequel pouvoir ne supporte plus les secousses sans cesse répétées qui annoncent sa dégringolade certaine et très proche. Il suffit pour cela de constater que, face aux médias qui se sont engagés dans la dangereuse voie de la division, de la stigmatisation gratuite, de la diabolisation de Jean PING et de ses soutiens, le **Conseil National de la Communication**, observe un silence royal.

Pire, de concert avec « *l'Union* » et le « *Douk-Douk* », « *la sagaie* » des journaux aux titres évocateurs, Ali Bongo lui-même s'est récemment autorisé une sortie à Oyem, le 27 mars dernier, pour s'émouvoir de ce qu'il entend des voix qui incitent et appellent à la haine, à la stigmatisation provinciale et ethnique, au repli identitaire. Et il nous prévient, menaçant comme à son habitude: « *L'intolérance appelle l'intolérance, la haine appelle la haine* ».

Qui sont et d'où viennent donc ces voix qu'Ali Bongo, soudainement Jeanne d'Arc des tropiques, a entendues et qui l'ont ému au point de choisir justement Oyem pour les stigmatiser, comme pour dire que les maux condamnés dans son allocution seraient particulièrement concentrés dans la province du Woleu-Ntem ? Il ne les a pas citées.

Mais, curieusement, Ali Bongo n'avait pas entendu les voix qui ont des visages, des noms et qui se sont exprimées le 29 mars 2014 à Franceville, notamment celle de son intellectuel de service, adepte des thèses d'exclusion et tribalistes. Il se nomme Ali Ackbar Onanga Y'Obegue. Thèses reprises en novembre 2014, lors de la marche de soutien à Ali Bongo, toujours à Masuku. Pour l'essentiel, ces thèses prenaient la défense d'Ali Bongo en des termes identitaires qui ont même surpris certains responsables politiques du PDG de la province.

Des pancartes affichaient : « *Touche pas à notre fils* », des discours appelaient à la constitution d'un « *front altogovéen* » pour défendre Ali Bongo, « *le fils du Haut-Ogooué* » ou, menaçants, prévenaient que « *Qui touche à Ali trouvera les Altogovéens sur son chemin* ». Et l'intellectuel d'Ali Bongo de poursuivre en traitants ses adversaires de la province d' « *ingrats, tous autant qu'ils sont ; Omar Bongo leur a tout donné, et ils osent s'attaquer à son fils !...* ». Allant même jusqu'à lancer

un défi à l'un d'eux en lui demandant de « *venir le dire ici dans le Haut-Ogooué* ». On se demande bien ce qu'il lui aurait fait ?

Au nom de quel Haut-Ogooué Ali Ackbar Onanga parlait-il ? Certainement pas de celui que je viens de parcourir.

Et, que dire du pathétique Michel Ogandaga, membre du cabinet dont Ali Bongo, étonnamment sourd, n'entend pas les propos haineux, tribalistes, et va-t-en-guerre anti-fang se répandre sur la toile et dans les journaux ?

Ce collaborateur direct du chef de l'Etat s'en prend régulièrement au Woleu-Ntem dont il dit que, je cite, « *la trahison de nombreux militants...ne surprend personne* ». Il qualifie la province de, je le cite toujours « *bastion du judaïsme, antichambre du salafisme* ».

Et Michel Ogandaga de poursuivre ses élucubrations : « *Vous avez la chance que je ne sois ni ministre de l'intérieur ou de la défense, je vous aurais donné une bonne leçon, une bonne bastonnade...* ». Et, tout ceci agrémenté d'insultes les plus viles envers les Fang du Woleu-Ntem. Aucune réaction d'Ali Bongo.

Pourtant, dans son discours à Oyem, le 27 mars dernier, Ali Bongo nous parle de son « *inquiétude et [de sa] profonde préoccupation face au torrent de violence verbale qui émaille certains discours et propos* ». Mais, il est incapable de balayer devant sa propre porte.

Michel Ogandaga et Ali Ackbar Onanga, fervents thuriféraires du Raïs, appartiennent pourtant à son propre camp, mais il ne les entend pas.

Les deux ont pourtant, à plusieurs reprises, organisé un grand nombre d'activités politiques qui ont la plupart du temps revêtu le caractère évident d'un repli identitaire prononcé.

C'est donc aux Palais présidentiels de Libreville et de Franceville qu'Ali Bongo aurait dû aller prononcer son discours du 27 mars 2016 pour condamner ce qu'il caractérise comme un « *torrent de violence verbale* » qui, à l'occurrence, ont émaillé les discours et les propos de ses thuriféraires cités plus haut et de personne d'autres.

Mesdames, Messieurs, chers amis,

L'intolérance dont parle Ali Bongo dans son discours d'Oyem, c'est la volonté irréversible d'alternance des Gabonais qui, après 50 ans des Bongo au pouvoir, veulent passer à autre chose.

La haine dont parle Ali Bongo dans son discours d'Oyem, c'est la dénonciation de sa situation administrative qui, légalement, le disqualifie totalement de la course à la présidence de la République.

La paix dont parle Ali Bongo dans son discours d'Oyem, c'est celle qui consiste à ne pas remettre en cause la continuité des Bongo à la tête de l'Etat et à ne plus exiger la clarification de sa situation administrative pourtant virulemment contestée depuis 2009. Ce serait donc là le prix à payer pour les Gabonais.

L'affaire de l'acte de naissance d'Ali Bongo, pièce déterminante pour établir la véritable identité de la personne et sa filiation avec Omar Bongo Ondimba est porteuse de germes explosifs d'un conflit majeur au Gabon.

Il s'agit d'une question extrêmement sensible à laquelle le peuple gabonais dans son ensemble accorde la plus grande attention. Aller à l'élection présidentielle d'août 2016, sans y avoir apporté de réponses, revient à provoquer la déstabilisation durable du Gabon.

Pour les raisons que vous connaissez, les Autorités de la République du Congo sont au cœur de l'Affaire de l'Acte de naissance de Monsieur Ali Bongo.

Ali Bongo lui-même, a déclaré au micro de Radio France International (RFI), en réponse à une question d'Alain Foka, que l'Acte de naissance qui figurait dans son dossier de candidature à la Présidentielle de 2009 était un faux, établi pourtant à partir d'éléments en provenance de Brazzaville.

Il apparaît donc de la plus haute importance que Brazzaville lave l'honneur de leur pays, en brisant le silence qui couvre cette affaire.

Nous nous réservons donc le droit de saisir officiellement Brazzaville pour solliciter une aide appropriée susceptible de permettre le règlement définitif de cette affaire.

Je note au passage que selon les révélations du journal Ezombolo dans sa livraison du 29 mars 2016 que je cite, « Ali Bongo n'est pas né au Congo » et le président Sassou serait formel.

Que la lumière soit !

Mesdames, Messieurs, chers amis,

Ali Bongo et ses gens sont bien conscients que trois étapes névralgiques nous séparent de l'inéluctable alternance tant attendue par les Gabonais.

La première est celle qui nous mène à la candidature d'Ali Bongo à la présidentielle. Au cours de cette étape, la présentation d'une nouvelle candidature d'Ali Bongo ne pourra être que sources de tensions dans le pays. C'est pourquoi, il faut absolument disqualifier dès à présent Ali Bongo. Les tensions ne feront que s'amplifier si, à la deuxième étape, celle de l'élection, il ose malgré tout organiser un passage en force pour tricher, comme à son accoutumé.

Enfin, troisième étape, son maintien au pouvoir par la force engouffrera notre peuple et notre pays dans les perspectives sombres de l'inconnu.

Les Gabonais et la communauté internationale n'ignorent pas cette situation de crise totale que vit notre pays sous les commandes d'Ali Bongo et de ses gens. Ils sont bien conscient que, en situation d'élections libres et transparentes, les résultats des urnes et la proclamation de ces résultats seraient très largement à l'avantage de l'opposition, vu le degré d'impopularité et d'isolement atteint par Ali Bongo dans le pays.

Conscients de cet isolement, Ali Bongo et ses gens ont, par presse interposée, toujours travaillé à présenter l'opposition gabonaise, et, singulièrement Jean PING, comme responsables d'une montée de tensions et d'un climat va-t-en-guerre dans le pays. Personne n'y croit, ni ici, ni à l'international. Surtout quand libre cours est officiellement laissé aux thuriféraires d'Ali Bongo, comme Ali Ackbar Onanga et Michel Ogandaga, pour remuer ouvertement, publiquement, officiellement au nom du PDG, les tisons de la haine, du repli identitaire et de l'exclusion ethnique.

Le pouvoir s'est donc vu contraint de demander à ses piètres communicateurs d'identifier et de grossir artificiellement la menace puis de désigner Jean PING comme instigateur. D'où la réalisation de ce mensonger et grossier montage vidéo où, sur d'insoutenables images d'atrocités commises au Rwanda, dans les années 90, sont plaqués arbitrairement des propos mensongers, qui me présentent comme le propagateur de la haine et de la guerre civile au Gabon.

Je voudrais quand même rappeler à ceux qui m'attribuent minablement ces propos que j'ai passé une bonne partie de ma carrière à régler des conflits internationaux et à ces occasions, j'ai côtoyé la haine, la violence et la mort et j'ai parfois réussi à les endiguer.

Qui, dans la communauté internationale aujourd'hui, des Nations Unis à l'Union africaine, en passant par l'Union Européenne peut croire un seul instant que je puisse, dans mon propre pays, inciter à la haine ? Je dis à ceux qui ont fait ce grossier et honteux montage qu'il y a des limites à

tout et que la politique n'autorise pas tout. Voilà pourquoi, j'ai saisi mes avocats pour porter plainte.

Et vue la gravité de cet acte odieux, je vais saisir personnellement l'ONU, l'Union Européenne et l'Union africaine en joignant cette vidéo pour qu'ils se rendent compte du niveau du débat politique tel que le mènent le pouvoir et ses sbires au Gabon. Et ce sont ces personnes-là qui veulent revenir nous soumettre, sept ans durant ? Qui peut l'accepter ?

Mesdames, Messieurs, chers Amis,

Le pouvoir prépare, en fait, l'opinion nationale et internationale à une militarisation du pays avant, pendant et après l'élection présidentielle. Nous sommes informés de tout ce qui se prépare, de nuit comme de jour pour mettre ce paisible pays en coupe réglée et vous comprendrez bien que si moi je suis informé, c'est que la Communauté internationale l'est davantage.

Je dis donc à ces apprentis sorciers dont certains sont venus d'ailleurs que les satellites internationaux et les caméras sont braqués sur eux, que leurs actions en préparation sont bien suivies et qu'ils courent le risque de se retrouver comme d'autres à la CPI.

La militarisation en préparation vise tout simplement à éteindre l'action politique des forces de l'opposition, notamment celle de la Convention tout au long de cette période et interdire ainsi toute contestation de la politique de destruction nationale menée par ce pouvoir aux abois.

Une opposition dont, depuis le 15 août 2012, le droit de tenir une simple manifestation publique et pacifique est, en général, systématiquement bafoué par le pouvoir.

Mais, malgré ces obstructions systématiques du pouvoir, j'ai pu, avec mes amis du FRONT et de la Convention sillonner le Gabon et mesurer son degré d'isolement au plan national. Même dans le Haut-Ogooué prétendument, « province interdite », il sera très difficile à Ali Bongo de faire annoncer que plus de 90% d'Altogovéens l'ont voté comme il le fit en 2009. Je suis allé dans le Haut-Ogooué pour demander à nos frères et sœurs de cette province de ne pas se marginaliser, de ne pas avoir peur de l'alternance et du changement, bref de ne pas rater le train de l'histoire que nous devons tous emprunter.

Et c'est le lieu ici de féliciter chaleureusement les organisateurs de cette tournée qui ont pu résister et parfois déjouer tous les pièges que les ennemis de la République, qui croient avoir un titre foncier sur le Haut-Ogooué, nous avaient tendus.

Aujourd'hui, je puis vous assurer que la détermination que j'ai perçue dans les regards, les paroles et les actes des altogovéens que j'ai rencontrés me confortent dans l'idée qu'ils ne se laisseront plus faire.

C'est pourquoi je veux prendre ici à témoin le peuple de ce pays, l'opposition gabonaise et la communauté internationale pour souligner préalablement qu'Ali Bongo doit être définitivement disqualifié en vertu de l'article 10 de la constitution gabonaise, il a menti au peuple gabonais, il a lui-même reconnu avoir présenté de faux documents pour se présenter en 2009 :

- **au peuple gabonais**, je voudrais dire que, face à cette imposture que ce Monsieur cherche à rééditer en voulant coûte que coûte solliciter les suffrages des Gabonais, il nous faut redoubler de vigilance, nous libérer de la peur, et renforcer notre détermination à l'empêcher de nuire. La paix qu'il proclame partout et à laquelle il n'y croit pas, est à ce prix.

- **à l'opposition gabonaise**, je voudrais rappeler que si la quête de son unité ne l'a pas empêché de remporter la bataille des urnes, lors des précédentes présidentielles, ses divisions internes, en revanche, l'ont régulièrement desservi et ont toujours permis au pouvoir et à ses alliés d'ici et d'ailleurs, de justifier et d'entériner de frauduleuses proclamations de résultats. Ne recommençons donc pas les mêmes erreurs du passé.

Je n'ai jamais eu pour ambition de diviser l'opposition, comme je l'entends ici et là. En prenant l'initiative de fédérer les forces à travers cet outil politique qu'est le Front, j'ai voulu, au contraire, que nous allions unis dans ce combat qui engage tout un peuple ; je rappelle que c'est de la libération du Gabon qu'il s'agit. Mon expérience internationale ne me permet pas de laisser notre pays devenir la risée des autres ; je sais ce que c'est que l'honneur d'un pays.

Donc laisser dire et écrire que Jean Ping est venu dans l'opposition pour la diviser, c'est une contre vérité historique que je réfute avec force et vigueur. Pour preuve, en 2009 je n'étais pas là alors que la plupart d'entre vous étiez là. Et c'étaient les mêmes divisions avec les mêmes acteurs. Ne reproduisons pas à l'identique ce qui s'est passé en 2009.

Qu'il me soit quand même permis ici, sans esprit polémique, de poser une question compréhensible par tous : Si sur 27 signataires du FRONT, 16 choisissent Jean PING, et que, pour certains, ce n'est pas la démocratie, qu'appellent-ils, eux, la démocratie ?

Ressaisissons-nous, chers amis, je l'ai déjà dit par ailleurs, la lutte pour la libération du Gabon est nettement au-dessus de nos personnes.

Nous ne sommes que des mortels, de passage sur cette terre, mais ce qui restera éternellement c'est le Gabon et c'est pour ce Gabon-là que nous combattons, au péril de nos vies, malgré nos divergences d'approche, naturelles dirais-je. Mais je ne désespère pas de nous voir unis, *in fine*, pour la victoire qui est à portée de main, mes chers frères. Toute initiative prise dans le but d'unifier l'opposition pour la victoire finale est positive.

Nous devons d'abord compter sur nos propres forces, nous mettre en ordre de bataille en fonction de la réalité du terrain, ce terrain que j'ai parcouru du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest et qui place de réels espoirs sur nous pour enfin le libérer de cette dictature étouffante. Nous devons surtout rassembler, toujours rassembler et encore rassembler en intégrant les capacités de chacune des forces et ayant à l'esprit que plus nous serons nombreux à pousser, plus nous crédibiliserons notre action et plus nous aurons de chance d'arriver ensemble à la terre promise, ce Gabon à l'abri de la peur, ce Gabon à l'abri du besoin.

- **à la communauté internationale**, que le pouvoir d'Ali Bongo, conscient de son impopularité, ne pourra compter que sur la fraude et la force et que, pour ce faire, il s'y prépare, instrumentalise ses médias à cet effet pour installer un climat de haine, propage des propos va-t-en-guerre, en me les attribuant outrageusement dans le but de me disqualifier du prochain scrutin présidentiel, et militarise de plus en plus le pays pour étouffer toute contestation. Il ne peut gagner. Il le sait et va donc frauder. Et pour frauder en toute tranquillité, il lui faut mettre le pays en coupes réglées.

Je voudrais terminer mon propos en appelant tous les Gabonais, notamment mes frères de l'opposition, à déjouer le grossier piège tendu par un pouvoir aux abois dont l'espoir réside dans l'adhésion du plus grand nombre d'entre eux à l'idée, que le pouvoir Ali Bongo propage et tente d'amplifier, l'idée selon laquelle l'ennemi principal deviendrait Jean PING.

Mesdames, Messieurs, chers Amis, Je vous remercie.

Mesdames et Messieurs les journalistes, je suis à votre disposition.